



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

07/05/2026

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 278 du 07 mai 2026

ÉDITO

Le 54^{ème} congrès de la CGT se tiendra du 1er au 5 juin à Tours. Tout au long de ces dernières semaines, nous avons publié une analyse complète du document d'orientation afin d'alimenter un débat essentiel sur l'absolue nécessité d'un syndicalisme de classe et de masse pour les salariés afin de faire face à une classe capitaliste de plus en plus agressive et destructrice des droits acquis par les luttes. Cette agressivité a pour base la nécessité du capital de relever ses taux de profits dans une situation de crise d'accumulation du capital et de réalisation des profits dans une lutte exacerbée pour la domination au sein du système impérialiste.

Cette analyse nous amène à insister sur une question cardinale posée à notre classe celle de l'existence, en même temps que celle d'un syndicalisme de classe et de masse, d'un puissant parti révolutionnaire. En effet, le syndicalisme révolutionnaire ne se suffit pas à lui-même. Ce qui manque aux prolétaires, depuis des décennies, c'est un parti révolutionnaire puissant, pesant sur la vie sociale, politique et le rapport de force idéologique. L'absence d'un tel parti a pesé sur la CGT, elle a permis sa dérive. Ce travail de construction, notre parti le mène en soulignant le besoin de rassembler les communistes sur une orientation juste capable de nous donner les forces en faveur du combat de classe¹. De ce point de vue, nous nous sommes exprimés à mainte reprise et nous avons récemment souligné le signe positif constitué par le congrès de reconstitution de la jeunesse Communiste². Une hirondelle ne fait certes pas le printemps...mais elle y contribue !



Le premier mai à Paris : rouge, combatif, anti-impérialiste et internationaliste

Sommaire :

Luttes

- Premier mai
- Crèche Babilou à Montauban : victoire des salariées en lutte
- Non au démantèlement de Polytechnyl
- Les salariés de l'entreprise ManOrga à Roubaix en grève pour leurs salaires
- La papeterie VPK à Lomme prévoit la suppression de 64 postes sur 84
- Lustucru (Laval, Rhône) : Mort au travail : une hécatombe chez les jeunes de moins de 25 ans !
- Les bergers des Pyrénées-Orientales se dotent de leur premier syndicat
- Grève à l'Université de Nanterre : pour les moyens et contre la hausse des frais d'inscription
- Logement des salariés agricoles
- Loiret : L'entreprise SIDESUP s'acharne contre un représentant du personnel
- Neuf écoles menacées de fermeture à Paris dans le 14^{ème} arrondissement
- Corse : la grève s'installe à La Poste de L'Île-Rousse
- Poitiers : les grévistes de l'EHPAD des Feuillants à Paris

Dossiers, Économie

- 54^{ème} congrès de la CGT : Les rapports de la CGT avec les autres organisations (hors syndicats) : un modèle d'intégration au système
- L'inspection du travail en agriculture
- Insee : "La filière automobile manufacturière en France entre 2010 et 2023 : entre recul et adaptation"
- Les délocalisations d'emploi commencent à toucher les cadres
- Universités : une trésorerie en hausse mais de moins en moins disponible !
- Des repas à 1 euro dans les restos U : le compte n'y est pas !
- IA : investissement record des GAFAM
- SFR et le bouleversement dans les télécoms
- Star-Up : Situation critique sur le marché

Solidarité internationaliste

- Solidarité avec Cuba : plus de 5 millions de personnes étaient dans les rues le 1^{er} mai pour défendre Cuba
- Premier mai dans le monde

Luttes

Premier mai

Plus de 320 manifestations ont été organisées pour ce premier mai 2026 dans tout le pays, des grandes villes jusqu'aux plus petites. Si 100.000 manifestants ont battu le pavé à Paris, 30.000 à Marseille, 12.000 à Lyon et Toulouse, 8.000 à Bordeaux, 7.000 à Grenoble, 3.000 à Caen, 8.000 à Nantes... ils étaient aussi 200 à Ancenis, 450 à Villefranche-sur-Saône, 500 à Montauban, 300 à Riom, 80 à Saint Affrique...

beaucoup de ces manifestations ont eu un caractère unitaire et les observateurs ont noté la présence nombreuse et active de la jeunesse et de salariés en lutte et pour certains fiers de leurs succès. Ces manifestations ont été une réponse cinglante à un pouvoir et un patronat qui, à la veille de cette journée de lutte et de solidarité internationaliste avaient mis les bouchées doubles afin de porter un coup à son caractère férié et chômé avec l'objectif de parachever la liquidation des conquêtes sociales des travailleurs. S'ils ont été obligés de reculer, ne nous y trompons pas, ils vont revenir à la charge. Raison de plus pour porter très fort la nécessité de l'action au sujet des revendications salariales et l'emploi et de porter l'action contre les guerres impérialistes et la solidarité avec les peuples agressés à Cuba, en Iran au Liban... et celle avec la lutte de libération nationale du peuple palestinien. Malgré l'éteignoir sur cet aspect du Premier Mai anti-impérialiste et internationaliste par les confédérations syndicales, toutes ces luttes ont été présentes et le plus souvent portées par la jeunesse, comme ce fut le cas à Paris sous la bannière de : "Vive la Jeunesse Communiste". Le Parti Révolutionnaire Communistes avait appelé, avec entre autres la Jeunesse Communiste et la Fédération Syndicale Etudiante à ce Premier Mai anti-impérialiste et révolutionnaire³ et a apporté sa contribution au succès remarqué de cette initiative.

Crèche Babilou à Montauban : victoire des salariées en lutte

A la crèche Babilou de Montauban, après 7 jours de grève, elles ont tenu bon face à un grand groupe « Evancia » et ont gagné.

De meilleures conditions de travail, un accueil des enfants enfin digne et des avancées salariales : rien ne leur a été donné, tout a été arraché par la lutte.

Respect à ces travailleuses combattives qui n'ont rien lâché. Respect aussi aux parents ayant refusé de rester spectateurs et se sont mobilisés à leurs côtés.

Cette victoire est une preuve concrète : face au mépris patronal, seule la mobilisation paie.

Lorsque les travailleuses et travailleurs s'organisent, se serrent les coudes et luttent avec la CGT, ils peuvent faire reculer les patrons, même les plus puissants avec leur gestion capitaliste dévastatrice des missions de service public.

La lutte paie. Continuons !

Non au démantèlement de Polytechnyl

Dans un communiqué, la FNIC-CGT et la fédération du Textile CGT dénoncent le démantèlement de Polytechnyl :

"Ce qui se déroule actuellement autour de Polytechnyl n'a rien d'une simple défaillance industrielle, il s'agit d'une offensive en règle orchestrée par des fonds spéculatifs avec la complicité inacceptable des institutions. Nous dénonçons avec force cette stratégie de démantèlement visant à sacrifier l'emploi, les savoir-faire et les outils industriels au profit d'intérêts financiers voraces.

Depuis 2019, un processus méthodique a été déployé pour affaiblir délibérément l'entreprise en la rendant artificiellement déficitaire afin d'en précipiter la chute. D'abord en imposant un repreneur sans réelle solidité industrielle, choisi non pour relancer l'activité mais servir une logique de prédation. Ensuite en mettant sciemment en place des contrats inéquitables aux conditions intenable condamnant à terme la production. En

même temps, dans l'ombre, les savoir-faire et les technologies, fruits de décennies de travail acharné des salariés, ont été cyniquement transférés vers des géants comme BASF dans une logique de pillage pur et simple.

Autrement dit, tandis que l'entreprise était progressivement asphyxiée et ses actifs siphonnés, les travailleuses et les travailleurs continuaient à faire fonctionner l'outil de production alors même que leur avenir était déjà sacrifié.

La décision rendue le 27 avril par le tribunal de commerce de Lyon, validant l'offre d'un fonds financier américain, marque une nouvelle étape dans cette logique de casse sociale et de disparition des outils industriels essentiels pour les territoires. Cette décision est inacceptable, irresponsable et dangereuse. Cette mascarade judiciaire pose une question fondamentale, celle de savoir à quoi servent les procédures collectives si elles conduisent une fois de plus à privilégier les fonds de pension au détriment des solutions industrielles et humaines. Derrière cette décision, c'est le choix des intérêts de la finance contre celui de protéger l'outil industriel et celles et ceux qui le font vivre.

Dans ce contexte de violence sociale, ce sont une nouvelle fois les salariés se retrouvent pris en étau, privés de leurs droits, de leurs salaires et de leur dignité dans un silence assourdissant de l'État et des autorités européennes. Nous dénonçons avec force cette inaction voire cette complicité des pouvoirs publics ayant validé des choix industriels aberrants, ignoré les alertes répétées des représentants du personnel et laissé faire une véritable casse industrielle. Vous nous parlez de règles de concurrence mais dans les faits vous organisez des monopoles. Vous nous parlez de souveraineté industrielle mais vous laissez détruire des sites stratégiques et des savoir-faire essentiels. Ce que vivent aujourd'hui les salariés de Polytechnyl est d'une violence sociale insupportable. Les salaires sont impayés, les droits acquis confisqués et l'avenir brisé. Loin d'être une conséquence malheureuse, cette situation résulte directement d'une stratégie cynique où l'humain est réduit à une simple variable d'ajustement. La CGT, aux côtés des travailleuses et des travailleurs, continuera la lutte pour la défense de l'emploi, des salaires et des conditions de travail. Nous exigeons des solutions industrielles pérennes et non des arrangements financiers ne servant que les intérêts du capital.

Nous exigeons des pouvoirs publics la non fermeture des sites de Belle Etoile et de Valence et leur maintien en activité !"

Les salariés de l'entreprise ManOrga à Roubaix en grève pour leurs salaires

ManOrga fabrique des étagères industrielles. Ses effectifs sont de 200 à 300 personnes mais ils "ont été réduits d'une quarantaine de personnes, par démission", ces derniers mois, selon la CGT précisant que cela ne concernait pas seulement des emplois intérimaires, mais aussi des CDI. Selon le représentant du syndicat CGT. Les revendications sont exclusivement salariales. Il déclare : "On a des salaires bas. Les primes ce sont 30% ou 40% de notre rémunération. Si on les baisse ainsi, ce n'est pas sans conséquence",. Un piquet de grève s'est donc organisé le jeudi 30 avril 2026, jour de versement de la prime d'intéressement 2025, réduite de 40% par rapport à l'année dernière. Ce sera le premier mouvement social depuis 55 ans dans cette entreprise.

La papeterie VPK à Lomme prévoit la suppression de 64 postes sur 84

Les salariés de la papeterie VPK de Lomme se sont mobilisés le 21 avril 2026 montrant leur opposition au plan de restructuration annoncé par le groupe belge début avril. Lors d'une réunion avec les représentants du personnel, la direction a déclaré la suppression de 64 postes d'ici à la fin d'année, sur les 84 salariés du site lommois. Le délégué syndical CGT-VPK conteste le discours de la direction sur le manque d'efficacité de l'entreprise. Il affirme : "On a fait des efforts, on nous a dit qu'on avait remonté la barre. On a été plus productifs, on a fait attention aux accidents du travail, on a fait des heures supplémentaires sans hésiter. Mais aujourd'hui on nous annonce des licenciements, on ne comprend pas".

Lustucru (Laval, Rhône) : Mort au travail : une hécatombe chez les jeunes de moins de 25 ans !

Récemment, Mahmoud, jeune salarié de 22 ans, intérimaire à l'usine Lustucru St Genis Laval dans le Rhône, en équipe de nuit, était victime d'un accident grave et mortel. Alors que l'enquête de la commission CHSCT du CSE Lustucru se poursuit, ce tragique accident rappelle que plus de 100 000 travailleurs de moins de 25 ans sont accidentés tous les ans en France et au moins 423 ont trouvé la mort depuis 2020.

Devant cette hausse alarmante des accidents du travail, les inspecteurs du travail se sont mis en grève le 28 avril réclamant des effectifs et des moyens supplémentaires, c'est ce que déclare leur intersyndicale : " "Alors qu'il est constaté une hausse alarmante des accidents et des morts au travail et que la France se distingue par le taux le plus élevé d'Europe, l'inspection du travail doit disposer des moyens pour exercer ses missions".

Les bergers des Pyrénées-Orientales se dotent de leur premier syndicat

Avec l'aide de l'union départementale CGT, les bergers des Pyrénées-Orientales viennent de créer le tout premier syndicat des pâtres des Pyrénées catalanes. Face à la précarité et l'isolement, ils veulent faire entendre leur voix et

obtenir de meilleures conditions de travail. Ils veulent obtenir : " *une convention collective spécifique à leur activité* ", permettant notamment de revaloriser leur temps de travail.

Du côté de l'Isère, les gardiens de troupeaux réclament aussi une convention collective.

Les syndicats de gardiens de troupeaux ont rendez-vous le 28 mai, au ministère de l'Agriculture, afin de reprendre les négociations où ils espèrent aboutir à la mise en place d'une convention collective nationale concernant la profession des gardiens de troupeaux. Un encadrement indispensable pour gommer les disparités d'un département pastoral à l'autre. " *L'année 2026 c'est l'année internationale du pastoralisme, il est grand temps que cela serve, que cela nous serve,*" explique une gardienne dans les Bouches-du-Rhône et membre du syndicat CGT.

Grève à l'Université de Nanterre : pour les moyens et contre la hausse des frais d'inscription

Les personnels de l'université, en grève le 5 mai, étaient réunis à 200 en assemblée générale. Ils ont voté la reconduction de la grève mercredi 6 mai ! L'assemblée générale s'est ensuite rendue en rassemblement devant le bâtiment Grappin puis dans le conseil de l'UFR SSA afin de porter leurs revendications !

La présidence et le Ministère s'attaquent à la rémunération des personnels. Le Ministère annonce la hausse des frais d'inscription pour les étudiants étrangers. Rendez-vous est donné dans la rue mardi prochain 12 mai à l'appel de l'intersyndicale de l'ESR et des organisations de jeunesse, contre la hausse des frais d'inscription pour les étudiants étrangers et des moyens dans les universités à la hauteur des besoins !

Logement des salariés agricoles

Le gouvernement vient de produire un nouveau projet d'hébergement des salariés agricoles, notamment de ceux travaillant en saison. Selon la FNAF-CGT : Cet arrêté est un nouveau scandale répondant à la volonté du patronat agricole d'imposer des conditions d'hébergement scandaleuses. On reprend les mêmes procédures ayant conduit aux vendanges de la honte en Champagne en les aggravant et les généralisant.

La CGT tient à rappeler un principe fondamental, le logement n'est pas une faveur patronale, c'est un droit. Or, dans l'agriculture, ce droit est systématiquement bafoué. Les travailleurs saisonniers subissent déjà la précarité des contrats courts, les bas salaires, la sous-traitance, les cadences insupportables et la mobilité imposée. A cette précarité du travail s'ajoute la précarité du logement. Le projet d'arrêté prévoit, en reprenant les exigences du patronat agricole, d'étendre à de nouveaux départements la possibilité d'héberger des travailleurs saisonniers sous tentes. Pour la Cgt, c'est inacceptable. On ne transforme pas un hébergement précaire en logement digne avec une tente plus haute, un sol isolant, une armoire ou un point d'eau.

Les vendanges de la honte en Champagne ont montré jusqu'où va cette logique. Ce n'est pas un accident, ni une dérive isolée. C'est le résultat d'un choix patronal délibéré d'organiser l'exploitation d'une main-d'œuvre disponible, bon marché, flexible et réduite au silence. Quand on laisse faire le patronat, quand on laisse la sous-traitance organiser l'opacité, quand on ferme les yeux sur les conditions d'hébergement et de travail, alors « la traite d'êtres humains » devient un mode de gestion patronale. Pour la CGT, il n'est pas question d'accompagner, d'encadrer ou de légaliser cette exploitation organisée !

Nous demandons donc le retrait de l'extension de l'hébergement sous tentes. Nous exigeons un véritable plan national, financé par le patronat agricole, garantissant aux saisonniers des logements en dur, dignes, contrôlés, respectant des normes strictes d'hygiène, de sécurité, d'intimité, d'accès à l'eau potable et de protection contre les fortes chaleurs. Nous exigeons aussi la responsabilité pleine et entière des employeurs, des donneurs d'ordre et des filières. Plus personne ne doit pouvoir se cacher derrière la sous-traitance.

La CGT votera et s'opposera dans l'unité syndicale la plus large possible contre tout texte institutionnalisant l'hébergement précaire et organisant la précarité des saisonniers agricoles. Les travailleurs agricoles ont droit au respect, à la santé, à la sécurité et à un logement digne."

Loiret : L'entreprise SIDESUP s'acharne contre un représentant du personnel

Dans un communiqué, les organisations CGT du Loiret et la fédération agroalimentaire et forestière expriment leurs plus vives inquiétudes face à la situation subie actuellement par l'un de ses camarades, salarié et représentant du personnel au sein de l'entreprise SIDESUP.

Après une mise à pied injuste de trois mois, notre camarade avait obtenu sa réintégration à la suite d'une décision de l'inspection du travail, confirmant le caractère infondé des accusations portées à son encontre. Cette décision constituait une victoire importante au sujet du respect du droit du travail et des libertés syndicales.

Aujourd'hui, il est de nouveau convoqué devant l'inspection du travail, dans le cadre d'une démarche engagée par l'employeur visant à remettre en cause cette décision et sa réintégration. Pour la CGT : cette situation s'apparente à un véritable acharnement. Au-delà des faits, elle dénonce une stratégie visant à fragiliser, voire à faire taire un représentant du personnel dont le seul tort est d'avoir exercé son mandat et défendu les droits des salariés. La CGT rappelle que la remise en cause répétée des décisions de l'inspection du travail et les pressions

exercées sur les représentants du personnel constituent des atteintes graves aux droits fondamentaux des salariés et au fonctionnement du dialogue social.

Face à cette situation, la CGT appelle à une large mobilisation

Neuf écoles menacées de fermeture à Paris dans le 14^{ème} arrondissement

Dans le 14^e arrondissement, 9 écoles seraient concernées par des fermetures de classes. Au total, 153 postes seraient supprimés à Paris. Le 5 mai 2026, devait se tenir le CDEN carte scolaire. Cette date du 5 mai, lendemain de la reprise des congés de printemps, a été décidée par la Rectrice sans prise en compte du temps nécessaire aux écoles et aux représentant-es du personnel pour préparer cette instance rigoureusement et mobiliser les collègues et les familles. Les organisations syndicales élues au CDEN s'étaient adressées à la Rectrice afin d'exiger le report de cette instance dans des délais raisonnables⁴. Sans réponse à la veille de l'instance, l'ensemble des organisations syndicales, soutenues par les fédérations de parents d'élèves et une partie des élu-es de la Ville, ont décidé de ne pas siéger le mardi 5 mai. L'instance CDEN carte scolaire sera donc reportée au mardi 12 mai, date à laquelle les délégations d'écoles pourront être reçues.

Les salariés du centre de formation de l'IUMM à Caen en grève

Ils réclament une amélioration de leurs conditions de travail, un changement de direction et un meilleur projet pédagogique. Les salariés du pôle formation caennais de l'Union des industries et métiers de la métallurgie. (IUMM Calvados) ont déclenché un mouvement de grève contre la dégradation des conditions de travail, l'augmentation du volume pédagogique prévue dans la feuille de route entraînant une surcharge de travail.

Les personnels des cliniques Médipôle Saint-Roch à Cabestany et Saint-Pierre à Perpignan ont bloqué leur établissement

Après des négociations infructueuses avec leur direction, ils réclament de meilleures conditions de travail et de rémunération. *"On lâche rien, on lâche rien"*, chantent les personnels soignants devant les cliniques Médipôle Saint-Roch à Cabestany et Saint-Pierre à Perpignan, appartenant toutes deux au groupe Elsan. En grève ils dénoncent un manque de moyens humains et l'absence de prime de participation pour l'année 2026. *"Les salariés n'en peuvent plus"*, déplore Anne-Laure Affani, infirmière de dialyse et déléguée syndicale CGT à Médipôle Saint-Roch. *"On leur demande de travailler toujours plus, et on leur dit qu'en plus ils vont gagner moins"*, résume-t-elle. Les personnels soignants, mais également les secrétaires, pharmaciens, cuisiniers et brancardiers, décrivent un rythme de travail de plus en plus soutenu pour pallier un manque d'effectif. Avec 70 % de grévistes, les deux établissements tournent au ralenti. Les urgences de l'hôpital de Perpignan se retrouvent saturées.

Fonderie HME Brass France de Boisthorel (Orne)

La fonderie HME Brass France de Boisthorel, implantée à Rai depuis plusieurs siècles, pourrait perdre la moitié de ses effectifs après l'annonce de la direction d'un plan de réorganisation, au mois d'avril. Plusieurs centaines de personnes se sont rassemblées dénonçant ces licenciements. Symbole du territoire des Pays de L'Aigle, la fonderie de Boisthorel pourrait perdre 117 salariés dans le cadre d'un plan de réorganisation annoncé par HME. Un salarié s'indigne : *« il y a un vrai savoir-faire dans ce secteur »*, il évoque *« un immense gâchis. Dans trois ans, l'usine n'existera plus »*, s'inquiète-t-il.

Corse : la grève s'installe à La Poste de L'Ile-Rousse

Depuis le 5 mai, une dizaine d'agents du centre courrier-colis de L'Ile-Rousse se mobilisent devant leur bureau, à l'appel de la CGT. A l'origine du mouvement : une revendication claire, la création d'un poste supplémentaire de facteur afin de faire face à un trafic en forte hausse.

Poitiers : les grévistes de l'EHPAD des Feuillants à Paris

Au 50^{ème} jour de grève, une vingtaine de grévistes d'EHPAD poitevins vont se rendre au siège de Vivalto Vie. Ce groupe gère plusieurs établissements en grève, dont celui des Feuillants. Plusieurs autres EHPAD, notamment La Rose d'Aliénor à Poitiers ou encore un autre établissement de Charente, se mobilisent également. Les grévistes réclament une revalorisation du taux horaire d'1,50 euro, soit 150 à 200 euros de plus par mois, et du matériel supplémentaire, notamment pour lever les patients.

Reprise de l'entreprise Enerflux : 101 emplois conservés, 77 licenciements

Le tribunal des activités économiques de Lyon (Rhône) a validé ce mardi 5 mai la reprise du fabricant de pièces automobiles Enerflux, dont un site est situé à Blois (Loir-et-Cher) par l'entreprise Sirius Space. Sur les 178 emplois en CDI, 101 sont conservés. la CGT dans un communiqué indique : *"Derrière ces chiffres, ce sont des vies bouleversées, des familles fragilisées, et un territoire local industriel encore affaibli. Cette nouvelle casse*

sociale illustre une fois de plus la gestion calamiteuse et irresponsable du groupe ACI et de son dirigeant Philippe Rivière, dont les choix stratégiques désastreux ont conduit à ce désastre industriel".

Dossiers, Économie

54^{ème} congrès de la CGT : Les rapports de la CGT avec les autres organisations (hors syndicats) : un modèle d'intégration au système

pour lire l'article, cliquez sur le lien :

[Les rapports de la CGT avec les autres organisations \(hors syndicats\) : un modèle d'intégration au système](https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3932-les-rapports-de-la-cgt-avec-les-autres-organisations-hors-syndicats-un-modele-dintegration-au-systeme)

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3932-les-rapports-de-la-cgt-avec-les-autres-organisations-hors-syndicats-un-modele-dintegration-au-systeme>

L'inspection du travail en agriculture

Dans un communiqué à l'occasion de la Journée mondiale de la santé et de la sécurité au travail du 28 avril 2026, La FNAF-CGT couvrant le secteur agricole, agro-alimentaire et forestier donne son point de vue sur la question de la sécurité au travail dans l'agriculture

"Dans l'agriculture, le travail continue de blesser, d'user et de tuer. Pour le salariat agricole, le bilan officiel MSA 2024 de la sinistralité At-Mp est sans appel. Ce sont 33 843 accidents du travail avec arrêt, 3 481 accidents graves non mortels, 56 accidents mortels et 3 320 maladies professionnelles. Les principaux risques sont connus : manutention, machines, chutes, contacts avec des objets ou du matériel, risques liés aux animaux, expositions aux produits chimiques et dangereux. Ces chiffres ne sont pas une fatalité. Ils traduisent des conditions de travail très dégradées, un manque de prévention réelle, des cadences, une pénibilité physique forte, le non-respect du code du travail, des équipements insuffisants. De plus, nombre d'accidents ou de maladies professionnelles sont tenus sous le boisseau, du fait des refus de déclaration du patronat. Une responsabilité patronale qui doit rendre des comptes lorsque la santé, la sécurité et le droit des salariés ne sont pas respectés. Dans ce contexte, le rôle de l'inspection du travail est essentiel. Les inspecteurs du travail interviennent pour contrôler le respect de la réglementation, conseiller les salariés et les employeurs, enquêter après les accidents du travail et imposer des mesures obligatoires et pénales lorsque la sécurité et le droit ne sont pas assurés. L'histoire de l'inspection du travail agricole montre combien le contrôle dans ce secteur a toujours été marqué par le poids des intérêts agricoles et par une volonté récurrente de préserver une prétendue "exception agricole" au détriment des droits des travailleurs agricoles. Aujourd'hui encore, les agents sont confrontés à des tensions, à des intimidations, à des violences et une diminution drastique des effectifs. Les événements récents, comme des sangliers pendus devant des locaux de l'inspection du travail ou les agressions verbales et physiques subies par des agents lors de contrôles, rappellent hélas, que faire appliquer la loi au patronat agricole expose les agents à des pressions et à des risques inacceptables. Pour la CGT, il est inadmissible que ceux protégeant les salariés ne soient pas eux-mêmes pleinement protégés. Les inspecteurs du travail doivent pouvoir exercer leurs missions en toute indépendance, avec des moyens humains juridiques et matériels suffisants, sans pression politique, économique ou patronale.

La CGT revendique le retour à une inspection du travail en agriculture, le renforcement immédiat des effectifs de l'inspection du travail, une protection renforcée des agents lors des contrôles sensibles, des suites pénales fermes en cas de menace, d'entrave ou de violence, davantage de contrôles dans les exploitations et entreprises agricoles, une prévention réelle à la source des risques professionnels et la responsabilité des employeurs en matière de santé et de sécurité. En agriculture, aucune zone de non-droit patronal ne doit être tolérée. La CGT réaffirme son soutien total aux agents de l'inspection du travail, agissant chaque jour afin de protéger les travailleuses et les travailleurs face à l'arbitraire patronal. Et leur travail est d'autant plus indispensable que sera recréée une inspection du travail spécifique à l'agriculture.

Insee : "La filière automobile manufacturière en France entre 2010 et 2023 : entre recul et adaptation"

L'insee vient de publier une étude⁵ sur la filière automobile. Cette étude part du constat qu' : " *Entre 2010 et 2023, la vente de voitures neuves a reculé d'environ 20 % sur le marché français, et l'emploi dans le secteur de la construction automobile a chuté de 35 %, contre seulement 1 % dans le reste de l'industrie manufacturière.*" C'est dire la crise profonde de cette branche industrielle avec les conséquences négatives qu'elle génère pour l'emploi. La filière est principalement implantée dans le nord et l'est de la France, notamment à proximité des sites des grands constructeurs. Parmi les territoires les plus employeurs figurent les Yvelines, accueillant les usines PSA-Stellantis aujourd'hui promis à la fermeture, à Poissy et Renault à Flins-sur-Seine, et plusieurs départements des Hauts-de-France, où se concentrent de nombreux sites d'assemblage, comme Hordain ou Onnaing dans le département du Nord. Ces territoires sont aussi ceux où la baisse de l'emploi est la plus forte. Cependant, l'emploi recule dans la quasi totalité des départements. Selon cette étude, les ouvriers les moins qualifiés sont touchés par la baisse de l'emploi.

Les délocalisations d'emploi commencent à toucher les cadres

Jusqu'à présent, il était couramment admis que les délocalisations touchaient essentiellement les emplois peu qualifiés. Le récent rapport de l'Insee sur la filière automobile (*vide supra*) note : l'effondrement de l'emploi dans cette filière touche majoritairement ces catégories de salariés, mais les choses bougent ainsi, l'étude de l'Insee centrée sur l'automobile, note une inversion de la tendance entre 2010 et 2023. Dans le bilan des suppressions d'emploi, les ouvriers non qualifiés passent de 18 % à 14 % des salariés de la filière, les cadres techniques et ingénieurs de 12 % à 18 % dans ce changement, les emplois qualifiés ne sont plus à l'abri des conséquences négatives des délocalisations. Ainsi, le groupe Renault confirme-t-il le 10 avril, la suppression de 15 à 20% de ses ingénieurs dans le monde d'ici à deux ans. Renault rappelons le, pour la conception de sa petite voiture électrique a fait appel à des bureaux d'études chinois⁶ délaissant ses propres centres de recherche et de conception.

Le journal *Le Monde*⁷ rapporte: " *Le fabricant de petit électroménager Seb, présente, en février, un plan d'économie menaçant 500 emplois en France dans sa recherche et développement (R&D) et ses services support (finance, ressources humaines, marketing). Chez les équipementiers automobiles, Bosch, qui ferme son bureau d'études de Vénissieux (Rhône), et Forvia, qui acte le départ de 38 personnes dans son bureau de Caligny (Orne). Ou encore Valeo, qui confirme avoir vendu son centre R&D à Saint-Quentin-Fallavier (Isère). De son côté, AGCO (machines agricoles), a annoncé fin 2024, une délocalisation en Inde d'un tiers des postes du bureau d'études. Aucun doute, l'utilisation de l'IA va contribuer à accélérer ce processus. Selon l'étude de l'Observatoire des emplois menacés et émergents (OEM) et de la compagnie d'assurance-crédit Coface, la généralisation de l'IA menacerait 16,3 % de l'emploi en France d'ici deux à cinq ans, presque exclusivement dans les emplois de bureau qualifiés⁸.*

Ces bouleversements dont on mesure les prémices renvoient à une question fondamentale : celle de la nature de la force de travail dans le mode de production capitaliste. Dans ce mode, la force de travail est une marchandise qui s'achète sur le marché du travail et dont le possesseur capitaliste des moyens de production a l'usage. Pour le capitaliste, le profit généré par la mise en mouvement de la force de travail, sera d'autant plus grand que son prix sera faible. Les possibilités de cette exploitation du travail salarié sont élargies dans le processus de mondialisation. Les salariés qualifiés ou non sont donc bien ce que K. Marx nommait des prolétaires qui n'ont que leur force de travail à vendre et subissent l'exploitation capitaliste. Leur formation en classe est la condition nécessaire pour en finir avec le système d'exploitation capitaliste du travail salarié.

Universités : une trésorerie en hausse mais de moins en moins disponible !

La Cour des comptes vient de publier un rapport sur la trésorerie des universités et des établissements publics de recherche⁹. Cette étude met en lumière une situation financière paradoxale : des réserves en forte progression, mais de moins en moins mobilisables. Cette analyse s'inscrit dans un contexte budgétaire tendu pour l'enseignement supérieur et la recherche. Dans sa synthèse, la cour note que si les budgets ont augmenté le degré de disponibilité de ces financements est faible compte-tenu de leur affectation programmée : "*Les universités et les établissements publics de recherche disposaient début 2025 d'une trésorerie d'environ 6,8 Md€, qui a connu une hausse massive ces cinq dernières années (+ 2,5 Md€), principalement sous l'effet des avances et acomptes reçus dans le cadre de différents dispositifs de financement (dispositifs propres à l'Agence nationale de la recherche, programmes d'investissement d'avenir, plan France 2030, contrats de plan État-régions, financements européens), dont le montant a doublé en l'espace de cinq ans. Cette hausse recouvre toutefois des situations très diverses selon les établissements. La majeure partie de cette trésorerie est déjà engagée ou affectée. Elle correspond en effet à des subventions fléchées sur des projets de recherche, des programmes d'équipement ou des opérations immobilières, qui ne peuvent pas être utilisées librement. Ainsi, une part plus ou moins importante de la trésorerie des établissements ne reflète pas nécessairement leur capacité réelle à financer des projets sur fonds propres ou à faire face à des dépenses imprévues (déficit, hausse de charges, etc.). La trésorerie « libre d'emploi » correspond à la part de liquidités non affectée, donc réellement disponible pour de nouveaux engagements. Dans les faits, cette trésorerie s'est réduite relativement : sur le panel de 71 établissements dont la situation a été examinée dans le cadre de l'enquête, la Cour estime sa part à 5 % de la trésorerie globale. Il ne s'agit toutefois là que d'un ordre de grandeur, la méthodologie utilisée conduisant probablement à minorer le volume de la trésorerie libre d'emploi.*"

Cette analyse des faits donne un sens aux craintes des Présidents d'Universités alertant sur les capacités réelles de leurs établissements à répondre à leurs missions d'enseignement, de formation et de recherche. Elle conforte d'une certaine manière l'analyse des organisations syndicales de salariés sur l'impasse financière dans laquelle se trouvent maintenant nombre d'établissements et fait litigieuse des accusations répétées du ministère qui reproche aux Universités de garder leur *bas de laine* au détriment d'une gestion vertueuse. Le vrai problème, c'est donc bien le choix politique de l'attribution des budgets nécessaires pour développer un enseignement et une recherche en adéquation avec les besoins de la société. Ce choix, le pouvoir le fait en engraisant les capitalistes avec les exonérations et aides diverses, l'impôt crédit recherche et l'armement¹⁰.

Des repas à 1 euro dans les restos U : le compte n'y est pas !

En quête d'un compromis sur le budget 2026 afin d'éviter la censure, le premier ministre Sébastien Lecornu avait négocié avec le Parti socialiste et annoncé en janvier plusieurs mesures dont le repas à un euro.

Pour 2026, 50 millions d'euros sont alloués pour :

*compenser le manque à gagner, le coût réel d'un repas est d'environ 8 à 9 €,

*recruter des agents et investir dans le matériel de restauration.

Estimée à 90 millions d'euros par le Cnous, la généralisation des repas à 1 euro suscite l'inquiétude des syndicats étudiants et des Crous quant à sa faisabilité.

Depuis le 1^{er} mai prochain, les restaurants universitaires proposent les repas à un euro concernant tous les étudiants au lieu de 3,30 euros.

Tous les étudiants, quels que soient leurs revenus, pourront manger dans les restaurants universitaires pour 1 € seulement à partir du lundi 4 mai 2026.

*Les inquiétudes quant à la capacité d'absorption des restaurants. Les flux sont aujourd'hui concentrés sur une plage horaire réduite : en 2025, 55 % des passages en caisse se sont effectués entre 12h00 et 13h00. Afin d'éviter la saturation, les Crous envisagent le déploiement de médiateurs pour fluidifier les files d'attente et le développement de solutions alternatives comme le « click and collect ».

*L'an dernier la moitié des repas servis concernait ce tarif à 1 euro au lieu du « ticket modérateur » fixé à 3,30 euros. En 2025, les structures gérées par les Crous ont servi plus de 44 millions de repas (+ 1,4 % par rapport à 2024) dont la moitié au bénéfice des étudiants boursiers et précaires. (Donc 22 millions de repas non boursier vont passer de 2,30 à 1€ +12% de fréquentation ce simple calcul nous donne déjà une vue de l'insuffisance des moyens et ne compte pas le coût réel d'environ 9€ le repas).

*En plus des 7.500 agents travaillant dans les quelque 900 points de vente, les Crous pourront recruter 204 emplois équivalents temps plein, un chiffre calculé sur une affluence de 12 % d'étudiants non boursiers en plus.

*En 2024, l'UNSA comptabilisait 903 accidents du travail, soit un pour 14 agents.

*Une enveloppe de 5 millions d'euros est débloquée (5500€ par structures !) pour des investissements en matériels en plus ou dans l'enveloppe des 50 millions ? le flou.

Rappel : Déshabiller Pierre pour habiller Paul :

Suppression de l'aide au permis de conduire

*L'aide de 500 euros pour les apprentis souhaitant passer leur permis est malheureusement supprimée avec le budget 2026 : **plus de 30 millions d'économie...**

*** Les aides au logement (APL) revalorisées**

Les aides au logement (APL, ALS...) bénéficieront d'une revalorisation indexée sur l'inflation à la rentrée 2026, contrairement à la proposition initiale de gel du gouvernement. Néanmoins, le budget 2026 maintient le « recentrage » des aides pour les étudiants étrangers. Désormais, seuls les étudiants étrangers boursiers (hors Union Européenne) y seront éligibles, une décision fortement contestée par les syndicats étudiants.

Le gel des aides personnalisées au logement devait faire économiser 108 millions d'euros pour l'État.

IA : investissement record des GAFAM

Investissement record des GAFAM (google, amazon, meta, microsoft) dans l'IA. Sans se soucier d'une situation internationale préoccupante qui pourrait déstabiliser l'économie, les GAFAM vont investir 725 milliards de dollars afin de développer les data center (serveurs, cartes graphiques, puces...) jugés nécessaires pour répondre à l'explosion des demandes en matière d'IA. (Par exemple, le Pentagone vient d'annoncer le 1^{er} mai un accord avec 8 entreprises de la *tech* afin d'intégrer l'IA dans leurs activités classifiées). Mais ce chiffre record est aussi dû à l'augmentation du coût des matières premières. Si une partie de la somme consacrée à ces investissements vient des bénéfices réalisés par les gafam ou à l'emprunt, une autre partie vient d'économies réalisées grâce à des plans de licenciement massif dans le secteur (100.000 licenciements depuis le début de l'année !).

SFR et le bouleversement dans les télécoms

Depuis plusieurs mois, les patrons de Bouygues, Orange et Free négocient le rachat de la quatrième entreprise de télécom française, SFR, avec le patron de celle-ci : Patrick Drahi.

Celui-ci s'en sort très bien, négociant une offre de vente de 20,35 milliards d'euro pour une entreprise qu'il avait précédemment obtenue 20% moins cher. La réduction de la dette de l'entreprise est en partie responsable mais il faut aussi voir clairement le fait que les 3 autres entreprises veulent, depuis presque une décennie, réduire la concurrence en rachetant SFR.

Plusieurs observateurs considèrent que le passage à 3 opérateurs au lieu de 4 va permettre une plus grande satisfaction des usagers, une meilleure couverture du réseau, ... Malgré toute la réduction du nombre d'entreprises de télécom fait de plus en plus penser à un oligopole.

Pourtant, si dans les hautes sphères de la télécom l'argent coule afin de s'offrir SFR et ses clients, il règne une atmosphère d'appréhension chez les environs 2.000 employés de l'entreprise. Un appel à la grève a été lancé le 2 mai par les syndicats en raison du manque d'informations données par la direction sur le projet social futur de l'entreprise. En effet, le flou est total sur les questions de l'avenir des salariés et des boutiques du groupe après la vente, ce qui inquiète énormément.

Star-Up : Situation critique sur le marché

Depuis le premier trimestre 2025, le nombre de start-up, on le constate est en faillite dépasse celui des start-up entrant en bourse. Le marché des États-Unis s'en sort mieux comparé à celui européen notamment grâce à de nouveaux deals nommés "private equity". Le contexte géopolitique mondial, celui de la France et l'arrivée de l'IA amène de l'incertitude dans certains secteurs (la crypto, la santé, le bien-être et la greentech par exemple) et un refus de prise de risque de la part des investisseurs. Cette situation d'un marché devenu risqué exacerbe les rivalités entre les États-Unis et l'Europe et annonce le début d'un flottement dans le système capitaliste. En effet il était convenu qu'une start-up entrant en bourse puisse augmenter sa cote et être possiblement rachetée à un prix supérieur à son entrée. On assiste aujourd'hui à une inversion du phénomène où les Start-up périclitent et les investissements placés au départ ne rapportent rien. Les conséquences sont à la clé des suppressions d'emplois et de la précarité concernant les entreprises sous-traitantes collaborant avec ces start-up.

Solidarité internationaliste

Solidarité avec Cuba : plus de 5 millions de personnes étaient dans les rues le 1^{er} mai pour défendre Cuba

Le président des États-Unis accroît ses menaces d'agression militaire contre Cuba, une escalade dangereuse et sans précédent. De nouvelles menaces et sanctions sont imposées par le gouvernement étasunien à Cuba durcissant encore le blocus persistant depuis plus de six décennies et vise à asphyxier la population cubaine. Trump déclare qu'il s'occupera de Cuba après la fin de la guerre en Iran, aimant dit-il : « *finir le travail* ». Il veut envoyer le porte-avions USS Abraham Lincoln à 100 mètres des côtes cubaines, et espère un : « *merci beaucoup nous nous rendons* » déclare-t-il.

Le président cubain Miguel Díaz-Canel a répliqué: « *Aucun agresseur, aussi puissant soit-il, ne trouvera de reddition à Cuba. Il se heurtera à un peuple déterminé à défendre la souveraineté et l'indépendance sur chaque parcelle du territoire national* ». Il a également indiqué que la réaction de la Maison-Blanche est liée au résultat du mouvement « *Ma signature pour la Patrie* », se concluant par le soutien de « *six millions de Cubaines et Cubains (81 % de la population de plus de 16 ans) en défense de la Patrie menacée militairement, et en dénonciation du blocus renforcé et de l'encerclement énergétique* ». Mais aussi cette magnifique manifestation de soutien à la Révolution, le peuple a défilé en masse non seulement à La Havane mais dans toutes les villes du pays. Plus de 5 millions de personnes étaient dans les rues le 1^{er} mai pour défendre Cuba

Une réunion internationale de solidarité avec Cuba, intitulée « *Pour un monde sans blocus : Solidarité active pour le centenaire de Fidel* », s'est tenue le 2 mai au Palais des congrès de la capitale cubaine :

Miguel Díaz-Canel a rappelé : « *Lorsque le capitalisme et l'impérialisme sont en crise, les idées les plus ultraconservatrices et d'extrême droite refont surface. C'est pourquoi le fascisme connaît une résurgence actuelle et le gouvernement américain actuel est un gouvernement fasciste* »... « *C'est pourquoi des actes génocidaires sont commis à travers le monde, comme le génocide perpétré contre le peuple palestinien, comme celui perpétré contre le peuple libanais ou pourquoi l'agression et le discours guerrier sont utilisés pour résoudre les conflits internationaux* »... « *Nous assistons à une guerre idéologique, une guerre culturelle et une guerre médiatique* »... « *L'impérialisme cherche à imposer ses idées hégémoniques par la domination. Il veut dominer le monde, il veut nous dominer tous, il veut dominer nos peuples, il veut dominer nos nations* »... « *Le monde doit être conscient que ce qui est fait contre Cuba, ce qui est fait contre la Palestine, ce qui est fait contre l'Iran, pourra être fait à n'importe qui un jour* ».

« *Nous croyons fermement que la véritable force d'une nation réside dans son peuple, dans ses citoyens et dans les travailleurs qui bâtissent un avenir digne. Aujourd'hui, grâce à vous, cette force est décuplée dans notre pays, démontrant ainsi que la solidarité internationale est l'arme la plus puissante contre l'égoïsme mondial. L'héroïsme, la résilience, la créativité, la dignité et l'histoire du peuple cubain, unis à vous et à votre solidarité, nous mèneront à la victoire* »...« *Le peuple cubain est déterminé à demeurer un phare d'espoir dans les Caraïbes pour tous ceux qui, à travers le monde, aspirent à un monde meilleur.* »

Non au blocus !

Le Parti Révolutionnaire Communistes salue l'exemple de courage, détermination, paix, coopération et de solidarité offert par Cuba au monde, nous exigeons la fin immédiate de toutes les menaces et mesures hostiles des États-Unis contre Cuba, y compris la levée du blocus cruel, criminel et illégal, conformément aux nombreuses résolutions de l'Assemblée générale des Nations Unies. Nous exprimons notre solidarité avec Cuba socialiste et

appelons à la plus large solidarité internationale afin de défendre son indépendance et sa souveraineté, ainsi que les droits du peuple cubain, notamment le droit de décider de son avenir, en paix et libre de toute ingérence et pression étrangère.

Cuba n'est pas seule ! Cuba vaincra !

Premier mai dans le monde

De Buenos Aires à Jakarta, de Séoul à Paris, des manifestations et des rassemblements ont eu lieu pour revendiquer de meilleures conditions de travail, la reconnaissance des droits des travailleurs et l'égalité.

La Journée internationale des travailleurs est célébrée dans 163 pays du monde. Dans de nombreux États, elle est reconnue comme jour férié et chômé, donnant lieu à d'importantes manifestations et rassemblements du mouvement ouvrier. Dans l'Union Européenne, le 1^{er} mai est férié dans 24 des 27 États membres, il est obligatoirement chômé dans trois pays : l'Espagne, la France et la Pologne.

Aux Pays-Bas et au Danemark, le 1^{er} mai n'est ni férié ni chômé, n'empêchant pas la tenue de manifestations politiques et de défilés dans de nombreuses villes.

Athènes et dans des dizaines d'autres villes de Grèce

Des milliers de personnes ont célébré le 1^{er} mai, journée symbolisant la lutte des travailleurs du monde entier pour l'abolition de l'exploitation de l'homme par l'homme, par une grève massive sous le slogan du Front Militant de tous les travailleurs (PAME): «*Nous marchons sur la voie du renversement contre la guerre et l'exploitation*».

Des travailleurs de nombreuses branches industrielles et d'autres secteurs, ainsi que des étudiants, des élèves, des travailleurs indépendants et des femmes, ont participé aux rassemblements de grève, exprimant leur opposition au système d'exploitation, de pauvreté, de barbarie et de guerre.

Lors des rassemblements de grève massifs ayant eu lieu dans de nombreuses villes du pays, les manifestants ont rendu hommage à la mémoire de ceux tombés pour la cause de la classe ouvrière, pour la lutte héroïque des travailleurs et du peuple, ainsi que pour les acquis de ces derniers, pour lesquels beaucoup ont versé leur sang dans une lutte sans concession contre les exploités.

Dimitris Koutsoumbas, Secrétaire Général du Comité central du KKE, a assisté au rassemblement de grève du PAME à Athènes et a fait la déclaration suivante:

"En ce 1^{er} mai, 140 ans après la révolte des ouvriers de Chicago pour une journée de travail de 8 heures, nous avançons vers de nouvelles conquêtes, vers une vie sans exploitation capitaliste, sans guerres impérialistes, sans crises économiques dont les peuples sont toujours les victimes."

La Havane, Cuba: une marée humaine, 5 millions de manifestants ont défilé dans la capitale et dans tout le pays afin de dénoncer l'embargo.

Argentine: les syndicats manifestent contre l'austérité de Milei. Plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Buenos Aires contre l'austérité et la réforme du travail du président ultralibéral Javier Milei, la principale centrale syndicale CGT promettant de "durcir les conflits" sociaux.

États-Unis : Près de 3.000 actions dans tout le pays, plus du double de l'année précédente. « Ces manifestations sont une réaction aux mesures et aux menaces de l'administration Trump, notamment la proposition d'envoyer des agents de l'ICE dans les bureaux de vote lors des élections de mi-mandat, ainsi qu'aux actions militaires unilatérales menées contre le Venezuela et l'Iran ». Cette mobilisation du 1^{er} mai pourrait constituer « une étape vers la création d'un mouvement plus large » avec un « black-out économique » inspiré des mobilisations anti-ICE dans le Minnesota, où les personnes ne se rendaient ni au travail, ni à l'école, ni dans les magasins.

Au Sénégal, plusieurs milliers de travailleurs ont investi les principales artères de la capitale ce 1^{er} mai 2026, à l'appel du Front syndical pour la défense du travail regroupant 14 centrales. Ils réclament le respect des engagements pris par l'État, il y a un an dans un pacte social et de meilleures conditions de travail. Parmi les priorités, réembaucher les 30 633 personnes licenciées abusivement, comme le gouvernement s'est engagé. Au sein du cortège peintres en bâtiment, femmes de ménage ou encore artisans réclament des droits élémentaires tels celui d'avoir un contrat de travail et la Sécurité sociale

La Confédération coréenne des syndicats (KCTU) a organisé un grand rassemblement pour fêter le 1^{er} mai, avec la présence d'environ 15.000 syndiqués. Dans sa déclaration, la KCTU a affirmé que «les trois droits constitutionnels au travail, la loi sur les normes du travail, et la loi concernant les syndicats ne sont pas respectés pour plus de 10 millions de travailleurs temporaires, employés sous contrat de prestation et sous-traitants». Il a poursuivi : «Nous parviendrons à organiser une grève générale le 15 juillet ». Des drapeaux palestiniens ont orné la marche de la Journée des travailleurs.

Allemagne : Un des plus gros 1^{er} mai à Berlin depuis 20 ans : 70 000 manifestants.

Istanbul, Turquie : En Turquie, cette année encore, le 1^{er} mai s'est déroulé dans un climat tendu. Les syndicats ont appelé à manifester à travers le pays pour réclamer des hausses de salaire face à la très forte inflation (+31 %) et contre le recul de l'État de droit. Le régime d'Erdogan a déployé un énorme dispositif de répression barrant les

routes afin d'empêcher le cortège de se rendre sur la Place Taksim, d'où étaient partis d'immenses mouvements sociaux. Des arrestations massives et violentes: 576 personnes ont été interpellées.

Turin, Italie: des affrontements entre la police et manifestants ont éclaté devant le centre social historique Askatasuna. Ce grand bâtiment rouge situé en pleine ville servait d'espace d'organisation, de création, de fête et d'entraide. Le gouvernement de Meloni avait expulsé l'Askatasuna en décembre. Le concert géant à Piazza San Giovanni in Laterano a rassemblé 500 000 manifestants

Manille, Philippines: des dizaines de milliers de manifestants, révoltés par l'augmentation du coût de la vie et les bas salaires, ont tenté de prendre d'assaut l'ambassade des USA, symbolisant l'impérialisme, des chars avec les têtes de Trump, de Netanyahou et du président d'extrême droite Philippin ont été incendiés

Bruxelles, Belgique : Un 1^{er} Mai révolutionnaire environ 5.000 personnes ont participé à cette manifestation.

Santiago, Chili : de puissantes émeutes ont eu lieu protestant contre le nouveau gouvernement d'extrême droite, héritier de la dictature de Pinochet.

1 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/publications/documents/3085-avancer-dans-le-rassemblement-des-communistes-pour-des-changements-revolutionnaires>

2 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/politique/3890-congres-de-reconstitution-de-la-jeunesse-communiste-un-evenement-dune-grande-portee-pour-le-combat-revolutionnaire>

3 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/politique/3915-appel-a-un-cortege-revolutionnaire-et-anti-imperialiste-vive-le-lermai-en-avant-vers-la-revolution-socialiste>

4 <https://75.snuipp.fr/?Boycott-du-CDEN-Carte-scolaire-du-5-mai>

5 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/8739557#tableau-figure4>

6 Renault a, par exemple, annoncé l'ouverture d'un centre d'ingénierie en Chine en 2025 pour y développer sa nouvelle Twingo électrique.

7 https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/05/05/dans-l-industrie-les-cadres-menaces-a-leur-tour-par-les-delocalisations-vous-travaillez-tres-bien-depuis-onze-ans-vous-parlez-trois-langues-mais-ce-n-est-pas-assez_6685532_3234.html

8 https://www.lemonde.fr/economie/article/2026/03/18/1-ia-une-menace-pour-5-millions-de-salaries-en-france_6672064_3234.html ; <https://observatoire-emplois-menaces.com/>

9 <https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2026-04/20260430-Tresorerie-des-universites-et-des-etablissements-publics-de-recherche.pdf>

10 <https://cgt.fercsup.net/les-dossiers/luttes-en-cours/enseignement-superieur-et-recherche/article/revoyure-lpr-2025-les-revendications-de-la-cgt>

Brochure :

" Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à :

Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mél

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procuront les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis. Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

© Copyright